

Dramane ABDOULAYE

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Savè – Université de Parakou.

Email : abdramanefr1@yahoo.fr

Démocratie et corruption dans les pays de l'UEMOA

Résumé : La corruption a pendant longtemps été considérée comme un sujet tabou ou encore comme un phénomène ne relevant pas du champ de l'analyse économique. Aujourd'hui la corruption se révèle de plus en plus comme un problème central de l'économie du développement. Cet article se fixe pour objectif d'analyser la relation entre démocratie et corruption dans les pays de l'UEMOA. Pour ce faire, un système d'équations simultanées a été estimé par la technique des triples moindres carrés sur un panel de sept pays sur la période 1996 - 2015. L'analyse a permis d'établir qu'il existe une relation ambivalente entre la démocratie et la corruption dans les pays de l'UEMOA. En effet, les résultats révèlent que la démocratie peut conduire à la réduction du niveau de corruption et qu'en retour la corruption porte atteinte à la légitimité des états démocratiques d'où la nécessité d'amplifier la lutte contre la corruption en renforçant la qualité des institutions.

Mots clés : Démocratie – Corruption – Développement – UEMOA.

Democracy and Corruption in WAEMU countries

Abstract: *Corruption has long been seen as a taboo subject or a phenomenon outside the scope of economic analysis. Today corruption is proving more and more as a central problem of development economics. In this study, we seek the relation between democracy and corruption in WAEMU countries. So, using simultaneous equations model estimated by three-stage least squares on a panel of seven countries of WAEMU over the period 1996 to 2015, we find that democracy to a significant extent reduces corruption, and the effect is considerably larger than suggested by estimations not taking endogeneity into account. Democracy is hence more important in combating corruption than previous studies would suggest, but on the other hand, corruption hinders democracy. This study finds that there is a negative relation between democracy and corruption in WAEMU.*

Keywords: Democracy – Corruption – Development – WAEMU.

JEL Classification: D73 – O43 - O11.

Received for publication: 20160506. Final revision accepted for publication: 20160628.

1. Introduction

Plusieurs recherches théoriques et empiriques établissent aujourd'hui, toute l'importance que jouent les institutions dans la croissance et le développement. En effet, l'évolution institutionnelle d'une économie est déterminée par l'interaction entre les institutions et les organisations : les premières présentent les règles du jeu et les secondes les joueurs constitués de groupes d'individus mus par des objectifs communs.

Ainsi aujourd'hui, un grand nombre d'auteurs estiment que les facteurs institutionnels et politiques sont les principales variables explicatives du retard des économies sous-développées (Barro et Lee, 1994 ; Alesina et al, 1996 ; Easterly et Levine, 1997...). Parmi les facteurs institutionnels et politiques pouvant agir sur le développement, la démocratie et la corruption ont été des facteurs qui ont le plus souvent attiré l'attention des économistes. Plusieurs études ont d'ailleurs été consacrées à l'étude du lien entre démocratie et corruption (Treisman, 2007 ; Kolstad et Wiig, 2011 ; Rock, 2009...).

En effet, la démocratie peut être définie selon Merriam Webster (2010), comme un gouvernement du peuple dans lequel le pouvoir suprême appartient au peuple et est exercé par lui directement ou indirectement à travers des représentants élus périodiquement à l'occasion des élections libres et transparentes.

Au sein de L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le point de départ des processus de démocratisation a été donné par l'historique conférence nationale de février 1990 organisée par le Bénin après dix-huit années de régime militaire. Le Bénin sera suivi par le Mali qui, lui aussi, va organiser une conférence nationale en Juillet-Août 1991 en vue d'instaurer un régime démocratique. Aujourd'hui tous les pays de cette zone peuvent être qualifiés de pays démocratiques car disposant d'un dispositif institutionnel démocratique (constitution, assemblée nationale, presse plus ou moins libre...) et organisant à intervalles plus ou moins réguliers des élections, même si l'alternance semble être difficile à réaliser dans certains de ces pays.

L'UEMOA comprend huit Etats : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Elle constitue un vaste marché de 103,4 millions de consommateurs (Banque de France, 2014). La démocratie est considérée comme une méta-institution car elle permet la mise en place des autres institutions afin de promouvoir la bonne gouvernance. Ainsi la bonne gouvernance suppose un Etat non seulement efficace et rationnel, mais aussi responsable, transparent, flexible et ouvert, dont le fonctionnement est fondé sur le consensus et sur l'Etat de droit, l'émergence de médias responsables et indépendants, l'apparition d'une société civile dynamique et l'amélioration de la gestion économique et financière. La démocratie doit donc permettre de faire la promotion de la bonne gouvernance et de la stabilité des

institutions à travers le respect des lois et règlements et la fin de l'impunité c'est-à-dire la lutte contre la corruption.

En effet, la corruption a pendant longtemps été considéré comme un sujet ne relevant pas du champ de l'analyse économique. Mais de plus en plus, la corruption se révèle comme un problème central dans les pays en développement. Alesina et Weder (2002) définissent la corruption comme l'utilisation abusive de la propriété de l'Etat par un fonctionnaire pour en tirer un gain personnel. L'acte de corruption peut être initié, soit par un agent de l'Etat, soit par un usager de service public. Au sens, plus général, la corruption se définit comme l'abus d'un pouvoir public à des fins privées. La corruption consiste donc à utiliser une charge publique à des fins personnelles. Ce faisant, la corruption apparaît comme l'un des plus graves obstacles au développement et à la croissance économique de la plupart des pays en développement. Elle nuit de ce fait à l'investissement et à la croissance économique. D'après la théorie économique, la corruption réduit la croissance du fait qu'elle diminue les incitations à l'investissement en jouant le rôle d'un impôt.

La corruption est un phénomène observé dans le secteur public de nombreux pays du monde. En Afrique, elle fait des ravages et peut rendre inefficace une bonne politique économique. La corruption est devenue une préoccupation des autorités de l'UEMOA au point où elles ont décidé de lutter contre la corruption. L'UEMOA a mis à disposition un numéro téléphonique vert pour permettre à tous citoyens et plus particulièrement les dirigeants d'entreprises, de lui communiquer les cas avérés de corruption. En fait, l'UEMOA fait appel soit au sens civique de chacun, soit à la délation pure et simple. Il s'agit pour les entreprises lésées dans l'octroi d'un marché public de signaler aux Autorités régionales de l'UEMOA les vices de formes, de procédures ou tous manquements constatés lors de l'attribution des marchés publics. L'institution sous régionale est déterminée à moderniser et rendre transparents les processus de passation des marchés publics. Pour ce faire, elle a organisé un séminaire sur la réforme des marchés publics et la lutte contre la corruption qui s'est tenu en septembre 2011 à Lomé au Togo.

Toutefois, on constate qu'il existe très peu de recherches scientifiques relatives à la relation démocratie et corruption dans les pays de l'Union. C'est la raison pour laquelle, établir un diagnostic précis sur la relation entre démocratie et corruption paraît important. Pour ce faire, il est bon d'apporter des réponses aux interrogations suivantes : Quelle est la nature et le sens de la relation entre la démocratie et la corruption dans les pays de l'UEMOA? La démocratie peut-elle permettre de lutter et de réduire le niveau de corruption dans l'union ? La corruption a-t-elle un effet sur les institutions démocratiques ?

Le reste du présent article est organisé de la façon suivante. Dans la section 2, nous présentons une revue de littérature sur la relation entre démocratie et corruption. Dans la section 3, nous présentons le cadre théorique et la stratégie d'estimation. La section 4 est consacrée à l'analyse des résultats empiriques obtenus. La section 5 est consacrée aux tests de robustesse. La section 6 comprend la conclusion et quelques implications de politiques économiques.

2. Revue de littérature

Avant de passer en revue les analyses menées sur le lien entre démocratie et corruption dans la littérature économique, il est utile de présenter quelques définitions conceptuelles de la corruption.

2.1. Définitions conceptuelles du terme « corruption »

Le terme «corruption» vient du verbe latin *rumpere* qui signifie rompre, enfreindre, briser ou casser. Il indique donc que quelque chose s'est cassée : un code de conduite morale ou sociale ou, le plus souvent, une règle administrative (précise et transparente). Il y a corruption quand l'agent public qui enfreint à la règle en tire un bénéfice tangible pour lui-même, sa famille, ses amis, sa tribu, son parti politique ou tout autre groupe qui lui est proche. Il faut, en outre, que le bénéfice tiré soit perçu comme une compensation directe d'un acte spécifique de corruption (Coulibaly, 2008). La littérature ne donne aucune définition précise de la corruption valable pour toutes les formes, tous les types et tous les degrés, ou qui fasse l'unanimité. C'est parce que la corruption ressemble à un prisme à multiples facettes que l'on peut regarder sous divers angles. La littérature indique par ailleurs que la corruption peut aussi être considérée comme un phénomène de société et, dans ce sens, l'on parlera alors de la corruption systématique des systèmes juridiques, de la gestion économique, de la fourniture des services publics et de la prise des décisions politiques.

On retiendra plus simplement que la corruption est un abus de pouvoir public en vue d'obtenir un profit privé et cela inclut les infractions telles que le détournement de deniers publics, la fraude, le versement de pots-de-vin, l'escroquerie, le racket, le népotisme, le clientélisme et le trafic d'influence. La corruption, dans tous les cas, suppose des calculs personnels et des projets conscients, et implique à la fois ceux qui en prennent l'initiative et ceux qui se laissent corrompre.

La corruption fait habituellement l'objet d'une occultation sociale, à cause en grande partie de ses caractéristiques : elle est un phénomène caché, aux contours flous, aux acteurs non identifiés, aux volumes détournés difficilement quantifiables ; et parce que mal connue, elle est dénoncée aveuglement et apparaît comme impossible à endiguer. Le problème principal que pose la corruption vient de ce qu'elle tire sa force du secret

et du silence qui l'entourent. Même quand la corruption est apparue comme préoccupation majeure pour le monde, au début des années 1990, les instruments qui permettraient de la cerner dans sa complexité et de lutter contre elle font défaut.

Il faut chercher à comprendre et à expliquer le phénomène en le reportant à son contexte le plus global : dans un contexte de libéralisation économique la corruption devient souvent pour certains individus, le raccourci pour la réussite matérielle.

L'approche sociologique met l'accent non seulement sur le contexte qui favorise la corruption (elle est perçue comme une manifestation de l'économie de marché) mais surtout sur le caractère nocif de celle-ci. La corruption est également perçue comme une manifestation de la mondialisation et de la globalisation de l'économie. Certains auteurs comme Meyer-Bisch (2008), soutiennent à ce sujet que les pressions exercées par l'économie marchande sur les autres secteurs de la société peuvent créer les conditions de la corruption. Ce point de vue diffère de celui de la Banque Mondiale (2001), qui soutient que la corruption est la conséquence la plus nocive d'une mauvaise gestion économique : elle met l'accent plus sur la qualité de la gestion, que sur les caractéristiques d'une période économique donnée ; elle met plus l'accent sur les facteurs institutionnels (faiblesse des institutions ou même vide institutionnel) que sur les caractéristiques socio-économiques.

2.2. Les analyses sur le lien entre démocratie et corruption dans la littérature économique

Analysons les réflexions menées sur le binôme démocratie-corruption. Du point de vue théorique, il existe plusieurs raisons qui expliquent que la démocratie est un facteur essentiel pour la réduction de la corruption. Premièrement, les élections augmentent la probabilité que les gouvernants corrompus soient sanctionnés par le peuple car ces derniers auraient été identifiés comme des fossoyeurs de l'économie nationale. Deuxièmement, la démocratie permet de réduire la corruption car elle diminue les profits privés et en augmentant les coûts espérés.

En revanche, il y aussi des arguments théoriques qui soutiennent un avis contraire. Selon Rose-Ackerman (1999), les campagnes électorales nécessitent parfois de gros moyens financiers, ce qui amènent certains candidats et partis politiques à succomber aux pressions des bailleurs de fonds. La corruption peut s'accroître dans ces conditions. Ainsi comme le montre Pani (2011), un électeur médian rationnel peut choisir de voter pour un gouvernement corrompu pour des raisons stratégiques.

La recherche de l'impact de la démocratie sur la corruption relève d'une question empirique. Il est cependant difficile de déterminer l'impact de la démocratie sur la corruption à travers les études empiriques.

Bac (2001), soutient que la transparence peut parfois rendre facile de savoir quel fonctionnaire corrompre. L'auteur montre aussi que cela peut renforcer la lutte contre la corruption.

Treisman (2007), trouve une relation négative significative entre ces deux variables mais note que les résultats restent sensibles à l'indicateur de démocratie utilisé. Dans une précédente, étude, Treisman (2000), montre que c'est la durée de la démocratie qui a un effet sur la réduction de la corruption et non la démocratie en elle-même. Certains auteurs identifient d'autres facteurs susceptibles d'agir sur la corruption à l'image de Uslaner (2008), qui estime que c'est le degré d'inégalité dans la société qui détermine la corruption plutôt que la démocratie. Dans cet ordre d'idées, Ouattara (2007), analyse la causalité entre dépenses publiques, corruption et croissance dans les pays de l'UEMOA. Il trouve que les variables relatives aux dépenses publiques, à la corruption et à la croissance économique sont cointégrées. Il existe donc une relation d'équilibre de long terme entre elles. Selon l'auteur, le niveau de corruption a un impact certain sur l'évolution du PIB ; mais la réciproque n'est pas vraie. Autrement dit la corruption ne gagne pas du terrain parce que la croissance est positive, régulière et soutenue.

L'augmentation des dépenses publiques peut être expliquée par un accroissement du niveau de corruption. De même, une hausse des dépenses gouvernementales induit des comportements opportunistes et donc favorise la montée du fléau. Il conclut que toute politique de lutte contre la corruption a des effets sensibles sur la croissance économique et le volume des dépenses publiques. En outre l'influence de la croissance sur le niveau de corruption n'est pas prouvée.

D'un autre côté, Delavallade et De La Croix (2011), montrent à travers un système d'équations simultanées où corruption et croissance économique sont estimées, que la croissance économique prend un coup lorsque les droits politiques sont limités et les institutions judiciaires ne fonctionnent pas normalement dans un pays. La corruption se développe dans ces conditions et agit négativement sur la croissance de ce pays.

Kolstad et Wiig (2011) pour leur part, montrent que la démocratie peut permettre de réduire la corruption. Ils estiment d'ailleurs que l'effet que la démocratie a sur la réduction de la corruption est très significatif lorsque dans l'analyse, l'on corrige les phénomènes d'endogénéité. Certains types de corruption vont être analysés par des auteurs comme Persson et al. (2003) qui s'intéressent à la corruption électorale. En fait ces auteurs cherchent à avoir si empiriquement il est prouvé que la corruption s'accroît en période électorale. Ils découvrent à la suite de leurs analyses que les pays qui ont de petites circonscriptions électorales ont tendance à avoir plus de corruption comme le postule l'hypothèse des barrières à l'entrée. Les pays qui adoptent des systèmes de scrutin individuels ont moins de corruption que ceux qui utilisent le scrutin de liste comme établit par l'hypothèse sur les carrières. De larges circonscriptions électorales et de petites barrières à l'entrée permettent de limiter la corruption électorale.

Comme, on le remarque, il n'existe pas dans la littérature économique, assez d'études empiriques concernant spécifiquement les pays de l'UEMOA sur le lien entre démocratie et corruption. Cette recherche pourrait donc constituer un point de départ important en vue de combler ce vide.

3. Cadre théorique et stratégie d'estimation

3.1. Le cadre théorique

Pour mieux cerner l'effet de la démocratie sur la corruption dans les pays de l'Union, il serait intéressant de recourir à un modèle à plusieurs équations. L'avantage de cette méthode est qu'elle permet non seulement d'étudier l'effet de la démocratie sur la corruption, mais aussi d'appréhender les principaux canaux à travers lesquels la corruption influence le processus démocratique. L'approche par un modèle à équations simultanées permet aussi de tenir compte d'une importante critique des études sur démocratie et corruption qui mettent uniquement l'accent sur la relation entre les deux phénomènes sans expliciter les mécanismes par lesquels ils interagissent. Par ailleurs, afin de faire ressortir les différences entre les pays, l'approche par les modèles de données de panel permet d'obtenir de meilleurs résultats.

Notre modèle empirique comporte deux principales équations qu'il convient d'expliciter.

a. L'équation de la démocratie

A la suite de Barro (1996 ; 1999) et de Minier (2001), nous retenons la spécification suivante :

$$Democ_{it} = f(Corr_{it}, Y_{it}, Com_{it}, Pop_{it}, Gpib_{it}) \quad (1)$$

où, $Democ_{it}$, $Corr_{it}$, Y_{it} , Com_{it} , Pop_{it} , $Gpib_{it}$, représentent respectivement l'indicateur de la démocratie, l'indice de corruption, le taux de croissance du PIB réel, le commerce, la taille de la population et les dépenses publiques.

b. L'équation de la corruption

A la suite de Allaoui et Chkir (2008), Delavallade (2007), nous utilisons le modèle suivant :

$$Corr_{it} = f(Democ_{it}, Y_{it}, Gpib_{it}, Rulaw_{it}, Re gqua_{it}, Goveff_{it}) \quad (2)$$

avec: $Corr_{it}$, $Democ_{it}$, Y_{it} , $Gpib_{it}$, $Rulaw_{it}$, $Re gqua_{it}$, $Goveff_{it}$, représentant respectivement l'indice de corruption, l'indicateur de démocratie, le taux de croissance du PIB réel, les dépenses publiques, le respect des lois, la qualité de la régulation et l'efficacité de la gouvernance.

Il faut préciser ici que la corruption étant par définition un phénomène caché, il est, faute de données brutes disponibles, impossible de produire de statistiques objectives permettant de mesurer ses niveaux. Se fonder sur le nombre de condamnations pour corruption prononcées par les tribunaux ne serait pas satisfaisant car de telles données seraient dans de nombreux cas davantage révélatrices du bon fonctionnement de la justice d'un pays que des niveaux réels de corruption. Ainsi, dès 1995, Transparency International a imaginé se fonder sur des enquêtes d'opinion et donc des perceptions pour tenter d'évaluer les niveaux de corruption. Ainsi Transparency International publie aujourd'hui un indice appelé « Indice de Perception de la Corruption » (IPC).

L'IPC classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. C'est un indice composite, un sondage, faisant appel à des données sur la corruption tirées de sondages d'experts réalisés par divers organismes indépendants. Il reflète des points de vue du monde entier, dont celui des experts qui résident dans les pays évalués. Cet indice concentre son attention sur la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. Les sondages utilisés pour établir l'IPC posent des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel (par exemple, la corruption d'agents publics, les pots-de-vin dans le cadre de marchés publics, le détournement des fonds publics) ou des questions qui sondent la fermeté des politiques de lutte contre la corruption, incluant de ce fait la corruption administrative et la corruption politique. Cet indice est celui utilisé dans la présente étude.

En définitive, le système d'équations simultanées se présente comme suit :

$$\left\{ \begin{array}{l} Democ_{it} = f(Corr_{it}, Y_{it}, Com_{it}, Pop_{it}, Gpib_{it}) \\ Corr_{it} = f(Democ_{it}, Y_{it}, Gpib_{it}, Rulaw_{it}, Regqua_{it}, Goveff_{it}) \end{array} \right\} \quad (3)$$

Avec les variables définies dans les équations (1) et (2) ci-avant.

3.2. Stratégie d'estimation

Avant d'estimer notre modèle matérialisé par le système d'équations simultanées (3) ci-dessus il urge d'effectuer d'abord le test de stationnarité sur les différentes variables du modèle. Ainsi le test d'Im, Pesaran et Shin (2003) est réalisé pour l'étude de la stationnarité des variables.

Après l'étude de la stationnarité des variables, le modèle de l'équation (3) est estimé par la technique des triples moindres carrés. En effet, la méthode des triples moindres

carrés permet de prendre en compte les problèmes d'endogénéité. Greene (2005) montre que parmi tous les estimateurs de variables instrumentales, l'estimateur des triples moindres carrés est asymptotiquement efficace. La méthode des triples moindres carrés commence par estimer chaque équation par les doubles moindres carrés (ou les variables instrumentales), puis utilise les résidus de cette première étape pour estimer la liaison entre les aléas des différentes équations et utilise enfin les moindres carrés généralisés (MCG) pour estimer globalement l'ensemble du modèle en tenant compte de cette information. Du fait de sa simplicité, l'estimateur des triples moindres carrés est généralement utilisé pour les estimations des systèmes d'équations simultanées. La principale raison qui nous amène au choix de la méthode des triples moindres carrés pour l'estimation de notre modèle est que par rapport à l'endogénéité cette méthode nous permet d'utiliser toute l'information disponible sur les variables et d'avoir des estimateurs efficaces.

Les données sur les variables économiques proviendront de diverses sources notamment le World Development Indicators (2015), les rapports annuels de la BCEAO (2015). La base de données Worldwide Governance Indicators (2015) de la Banque Mondiale et la base de données Polity IV Project (2015) sont également utilisées.

4. Les résultats empiriques

4.1. Présentation des résultats

Les résultats à présenter concernent essentiellement les tests de stationnarité des variables et l'estimation du système d'équations simultanées. Il faut par ailleurs préciser que la vérification des critères d'identifiabilité montre que les deux équations de notre modèle sont sur-identifiées, il n'y donc pas de problème particulier quant au choix de la méthode d'estimation. Pour des raisons de cohérences mathématiques, nous avons effectué des transformations monotones croissantes sur certaines variables à savoir : l'indicateur de démocratie *polity2*, le taux de croissance du PIB réel, l'indice de corruption, l'efficacité de la gouvernance, le respect des lois et la qualité de la régulation. Ainsi donc, nous sommes rassurés que notre modèle remplit les conditions indispensables à son estimation. Le tableau 1 suivant présente le résultat des tests de stationnarité de Im, Peseran et Shin (2003), plus connu sous le nom de IPS.

Tableau 1: Les résultats du test IPS de stationnarité

Variables	Valeur de la statistique	P-Value	Avec constante	Avec Trend	Décision
ldemopt	-2.1115	0.0174	Oui	Oui	I(0)
corr1	-1.5273	0.0633	Oui	Oui	I(0)
ly	-4.4610	0.0000	Oui	Oui	I(0)
lcom	-2.4655	0.0068	Oui	Oui	I(0)
lccorrupt1	-2.1995	0.0139	Oui	Oui	I(0)
lrulaw	-2.0553	0.0199	Oui	-	I(0)
lpolstab	-2.0308	0.0211	Oui	Oui	I(0)
lgoveff	-2.2761	0.0114	Oui	-	I(0)
lregqua	-2.2596	0.0119	Oui	-	I(0)
lpop	-6.0984	0.0000	Oui	Oui	I(0)
lgpib	-2.9405	0.0016	Oui	Oui	I(0)

Source : Estimation de l'auteur sur STATA à partir des données de WDI (2015) de la Banque Mondiale, Worldwide governance indicators (2015) et Polity IV project (2015).

Les tests de stationnarité de Im Pesaran et Shin, révèlent que toutes les variables du modèle sont stationnaires. Après les tests de stationnarité, nous avons effectué le test de causalité de Granger entre démocratie et corruption. Les résultats du test sont résumés dans le tableau 2.

Tableau 2 : Résultat du test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 06/15/16 Time: 17:47

Sample: 1996 2015

Lags: 1

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DEMOPT does not Granger Cause CORR1	133	4.80673	0.0301
CORR1 does not Granger Cause DEMOPT		2.77191	0.0983

Source : Estimation de l'auteur sur Eviews à partir des données de WDI (2015) de la Banque Mondiale et Polity IV Project (2015).

Rappelons qu'au niveau théorique, la mise en évidence de relations causales entre les variables économiques fournit des éléments de réflexion propices à une meilleure compréhension des phénomènes économiques. Connaître le sens de la causalité est aussi important que de mettre en évidence une relation entre des variables économiques.

Granger (1969) a développé le concept de causalité. Selon cet auteur, la variable Y_{2t} est la cause de Y_{1t} , si la prédictibilité de Y_{1t} est améliorée lorsque l'information relative à Y_{2t} est incorporée à l'analyse. Dire que Y_t *granger-cause* X_t signifie seulement qu'il est préférable de prédire X_t en connaissant Y_t que sans connaître Y_t .

Ainsi donc, la première hypothèse que nous testons est que la démocratie ne cause pas la corruption. La probabilité du test (0.03) inférieure à 5%. Le résultat du test nous invite à rejeter au seuil de 5% notre hypothèse et à conclure que la démocratie *granger-cause* la corruption dans les pays de l'UEMOA. En d'autres termes, les informations relatives au niveau de démocratie permettent une meilleure prévision de la corruption dans les pays de l'Union. En définitive nous pouvons dire que l'amélioration de la démocratie aura des effets bénéfiques sur la lutte contre la corruption.

La seconde hypothèse que nous testons est que la corruption ne cause pas la démocratie. Ici aussi la probabilité du test (0.09) est inférieure à 10%. Le test nous invite à rejeter au seuil de 10% notre hypothèse et à conclure que la corruption *granger cause* la démocratie. Les informations relatives au niveau de corruption permettent une meilleure prévision du niveau de démocratie.

Quelles leçons tirer de ce test de causalité? Il faut retenir selon le test de causalité de Granger que la démocratie *granger-cause* la corruption et qu'en revanche la corruption a aussi des effets sur le niveau de démocratie. Il y a une causalité bidirectionnelle entre la démocratie et la corruption. Ainsi donc, la présente réflexion se fixe pour objectif d'analyser empiriquement l'interaction entre démocratie et corruption dans les pays de l'UEMOA.

4.2. Analyse des résultats empiriques obtenus

Les résultats issus de l'estimation du modèle dérivé du système d'équations simultanées par les triples moindres carrés sont résumés dans le tableau 3.

Tableau 3: Les résultats de l'estimation du système d'équations simultanées

	Démocratie	Corruption
lcorr1	-7.467 (7.09)***	
ly	-0.204 (1.44)	-0.018 (1.48)
lcom	0.146 (0.96)	
lgpib	-0.990 (3.66)***	-0.084 (3.89)***
lpop	0.377 (2.68)***	
ldemopt		-0.046 (2.06)**
lrulaw		-0.067 (3.42)***
lregqua		-0.053 (1.37)
lgoveff		-0.009 (0.61)
_cons	13.069 (3.67)***	2.357 (28.52)***

* $p < 0.10$; ** $p < 0.05$; *** $p < 0.01$.

Source : Résultat des Estimations de l'auteur sur STATA à partir des données de WDI (2015) de la Banque Mondiale et Polity IV Project (2015).

Avant toute analyse, il convient de rappeler la démarche méthodologique utilisée. En effet, l'objectif principal de cette recherche est d'étudier l'interaction entre démocratie et corruption dans les pays de l'UEMOA. En nous basant sur l'hypothèse que cet impact peut ne pas être forcément linéaire, un modèle de système d'équations simultanées a été élaboré. Ainsi nous nous pouvons examiner l'effet de la démocratie sur la corruption et vice versa. Le tableau 3 récapitule les différents résultats obtenus.

Le tableau 3 montre que la démocratie contribue de manière significative à la réduction de la corruption dans les pays de l'UEMOA. Par ailleurs, il apparaît clairement aussi que la corruption est préjudiciable aux institutions démocratiques. Le résultat important qui ressort de ce modèle, c'est l'interrelation négative qui existe entre la démocratie et la corruption dans les pays de l'Union. Une augmentation de 10% de l'indice de démocratie entraîne une diminution de l'indice de corruption de 0.46%. De l'autre côté, une augmentation du niveau de corruption de 1% entraîne une dégradation de l'indice de démocratie de 7.4% dans l'union.

Ces résultats mettent en exergue que l'amélioration du fonctionnement des institutions démocratiques a des effets bénéfiques et permet de lutter contre la corruption. Il est logique de penser que la démocratie par le fait qu'elle permet de mettre en place des institutions de bonne gouvernance à travers l'instauration d'un état de droit qui se traduit par un pouvoir judiciaire indépendant, la mise en place d'un organe anti-corruption, une société civile forte et active, une presse libre, un système électoral transparent, permet de lutter efficacement contre la corruption. Ce résultat corrobore les analyses de Kolstad et Wiig (2011).

Par ailleurs, nous avons intégré dans l'analyse, la variable représentant le respect des lois « *rulaw* ». Cette variable prend en compte la perception des individus sur la manière dont les contrats sont respectés, la protection des droits de propriété, la sécurité des investisseurs. Le résultat de l'estimation montre que lorsque les droits de propriété sont protégés et lorsque le respect des lois et des contrats est assuré, la corruption se réduit. Ceci montre que la corruption prend de l'ampleur lorsqu'il n'y a pas sanctions et aussi lorsque l'impunité existe. La corruption de ce point de vue, résulte d'une insuffisance et de la faiblesse des institutions démocratiques. Les pays de l'UEMOA, gagneraient à lutter efficacement contre la corruption en renforçant la qualité du fonctionnement de leur système judiciaire et aussi par le respect des lois et règlements. Les autorités devraient veiller à l'application scrupuleuse et transparente de la loi en hésitant pas, par exemple, à poursuivre en justice de grands personnages corrompus. A ce sujet, il convient d'encourager les initiatives prises par la commission de l'UEMOA à Lomé au Togo en septembre 2011 en vue lutter contre ce fléau dans les différents pays de l'union.

Le second grand enseignement de notre papier, c'est que l'augmentation du niveau de corruption a des effets néfastes sur la démocratie et par ricochet sur le développement des pays de l'UEMOA. La corruption est un phénomène qui gagne du terrain dans plusieurs pays du monde et particulièrement dans les pays en développement. Ses effets néfastes sur les indicateurs de performances économiques ont été analysés par de nombreux auteurs tels que Rivera-Batiz, (2002) ou encore Dutta et Mishra, (2005). Ce résultat vient enrichir l'analyse économique en ce sens qu'il montre que la corruption nuit à la démocratie dans l'UEMOA. C'est la raison pour laquelle des stratégies de lutte contre la corruption devraient être initiées de façon coordonnée dans toute la sous-région afin de faire obstacle à ce fléau. Blake et Martin (2006) et Tanzi et Davoodi (2002) proposent des pistes de solutions qui pourraient inspirer les gouvernants.

Les différents résultats interprétés plus haut, peuvent-ils être considérés comme robustes ? Pour le savoir, nous avons effectués des tests de robustesse.

5. Test de robustesse

L'analyse de la robustesse des résultats a consisté à estimer plusieurs variantes du modèle avec des techniques d'estimation différentes. Nous analysons les différents résultats dans les lignes qui suivent. Les résultats complets de ces tests de robustesse sont en annexe.

En effet, le modèle initial a été estimé avec la variable (control of corruption) « *lccorrupt1* » comme variable dépendante. La variable « *lccorrupt1* », représente le deuxième indicateur de corruption utilisé dans cette étude. Cet indicateur est élaboré par la Banque Mondiale à travers la base « *Worldwide Governance Indicators* (2015) ». Les résultats obtenus montrent également que la corruption est néfaste pour le bon fonctionnement de la démocratie car elle entraîne une fragilisation des institutions démocratiques et leur inefficacité. D'un autre côté, il apparaît, que la démocratie permet de réduire le niveau de corruption à travers le respect des lois et règlements et l'amélioration de la qualité de la gouvernance. Lorsque les pays de l'UEMOA, vont s'évertuer à faire en sorte que force reste à la loi dans tous les domaines et vont également tendre vers une bonne qualité de gouvernance en promouvant le développement du secteur privé, le niveau de corruption baissera. Ce qui cause souvent la recrudescence des actes de corruption c'est l'impunité. Ainsi pour lutter efficacement contre la corruption, il faut mettre fin à l'impunité en sanctionnant les individus convaincus des actes de corruption aussi bien les corrompus que les corrupteurs. Ne dit-on pas souvent que nul n'est au-dessus de la loi ?

Le second test de robustesse a consisté à estimer le modèle initial avec un nombre restreint de variable. Les résultats issus de cette estimation confirment ceux trouvés plus haut à savoir que la démocratie permet de réduire la corruption et de l'autre côté, la corruption agit négativement sur le fonctionnement des institutions démocratiques.

6. Conclusion et implications

L'Union économique et monétaire ouest-africaine constitue un espace économique stratégique en Afrique occidentale. Une stabilité politique, économique et sociale dans cette zone économique et monétaire constitue une avancée majeure sur le sentier qui mène à une croissance soutenue et à un développement économique. L'Afrique subsaharienne regorge d'énormes potentialités naturelles et humaines. Malheureusement la complexité de l'espèce humaine à travers sa fonction objective et ses réactions souvent imprévisibles rendent délicates les initiatives gouvernementales (Ouattara, 2007). C'est pourquoi, l'objectif de cette étude a été d'analyser la relation entre la démocratie et la corruption dans les pays de l'union.

En définitive, nous pouvons soutenir que dans les pays de l'UEMOA, la démocratie peut conduire à la réduction du niveau de corruption et qu'en retour la corruption porte atteinte à la légitimité des états démocratiques. Il existe bien une relation bidirectionnelle entre la démocratie et la corruption dans l'UEMOA. Par ailleurs, il faut préciser que ces résultats ont été corroborés par les tests de robustesse. L'objectif de cet article qui était d'étudier la relation entre la démocratie et la corruption est de ce point de vue atteint. Les résultats et enseignements fournis par la présente réflexion ouvrent la voie à des propositions d'actions à mettre en œuvre en vue de lutter efficacement contre la corruption.

En effet, lorsque la corruption devient la règle et la norme dans un pays, ses effets sont paralysants. En présence de ce mal systématique, il devient impossible d'établir et de conserver des règles du jeu applicables à tous. C'est la raison pour laquelle il faut la combattre vigoureusement, mener la lutte au niveau national et international de façon collégiale.

La lutte contre la corruption doit commencer par l'amélioration des systèmes : il faut réduire les monopoles ou les réglementer soigneusement car comme le formalise si bien Robert Klitgaard (1995), la corruption est égale à monopole plus pouvoir discrétionnaire moins responsabilité. Ainsi exprimé, il apparaît que la corruption tendra à se manifester lorsqu'une personne physique ou morale a le monopole d'un bien ou d'un service et qu'il a en outre, tout pouvoir pour décider qui l'obtiendra, et en quelle quantité, et n'a de compte à rendre à personne. Il faut donc délimiter les pouvoirs discrétionnaires et accroître la transparence et la probabilité d'être arrêté, de même que les sanctions frappant la corruption pour les donneurs et les receveurs.

Les lois et les contrôles se révéleront insuffisants en l'absence de moyens d'application. Les efforts faits pour éradiquer la corruption ont tendance à réussir lorsque les réformes menées de manière rapide et vigoureuse, sont soutenues au sommet de l'Etat. Lorsque l'impunité des actes de corruption ne fait plus aucun doute, la seule solution est de commencer par condamner un certain nombre de hauts personnages corrompus.

Il apparaît à la lumière de tout ce qui précède que la mauvaise gouvernance ou une pauvre gouvernance reste la source de la plupart des problèmes auxquels les pays de l'Afrique en général et de l'UEMOA en particulier sont confrontés. Pour éradiquer ou réduire la corruption, il faut réformer tous les centres de décisions et de pouvoir pour accroître l'efficacité des structures et institutions.

7. Références bibliographiques

- Allaoui Z. et Chkir A. (2008). Corruption, démocratisation et croissance économique des pays en développement (PED) : Investigation en données du panel. Working paper. 30P.
- Alesina A. et Weder B. (2002). Do Corrupt Governments Receive Less Foreign Aid?, *American Economic Review*, Vol. 92, Issue 4, pp. 1126-1137.
- Alesina. A. et al (1996). Political instability and economic growth. *Journal of economic growth*, 1: 189-211, Juin 1996.
- Bac, M. (2001). Corruption, connections and transparency: Does a better screen imply a better scene? *Public choice*.107:87-96.
- Banque de France (2014). Rapport annuel de la zone franc. 10P.
- Banque Mondiale (2001). Recommandations visant à renforcer le programme anti-corruption- Mali. Rapport.
- Barro. R. J. (1999). Determinants of democracy. *The journal of political economy* 107: 158-183
- Barro, R. J. (1996). Democracy and growth. *Journal of Economic Growth* 1: 1-27.
- Barro, R. et J.-W. Lee (1994). Sources of Economic Growth. Carnegie-Rochester Conference Series on *Public Policy*, June, 1-46.
- Blake C.H. et Martin C.G. (2006). The Dynamics of Political Corruption: Reexamining the Influence of Democracy. *Democratization* 13, No.1, pp.1-14.
- Brunetti, A., and B. Weder. (2003). A free press is bad news for corruption. *Journal of Public Economics* 87 (7-8):1801-1824.
- Coulibaly C. (2008). Rapport sur la corruption au Mali. 18p.
- Daniel Kaufmann, Aart Kraay and Massimo Mastruzzi (2010). "The Worldwide Governance Indicators : A Summary of Methodology, Data and Analytical Issues". World Bank Policy Research. Working Paper No. 5430.
- Delavallade C. (2007). Corruption publique : facteurs institutionnels et effets sur les dépenses publiques. Thèse de doctorat- Université de Paris I Panthéon Sorbonne. 293 P.

- Delavallade C. et De La Croix (2011). Democracy, rule of law, corruption incentives, and growth. *Journal of Public Economic Theory*, 13 (2), pp. 155–187.
- Dutta I., Mishra A. (2005). Inequality, Corruption and Competition in the Presence of Market Imperfections. Research paper No.2005/46, United Nations University- WIDER, pp. 1 – 42.
- Easterly, W. et R. Levine (1997). Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions. *Quarterly Journal of Economics*, 112 (4): 1203-50.
- Granger C.W.J (1969). Investigating causal relations by econometrics models and cross spectral methods. *Econometrica*, Vol 37.
- Greene W.H. (2005), *Econométrie*, Pearson Education France, 5ème Edition, Paris, p. 943.
- Im, K.S., Pesaran, M.H. et Shin, Y. (2003). Testing for unit roots in heterogeneous panels. *Journal of Econometrics*, 115, 1, 53-74.
- Klitgaard R. (1995). *Combattre la corruption*. Paris, Nouveaux Horizons. 228P.
- Kolstad I. and Wiig A. (2011). Does democracy reduce corruption? Chr. Michelsen Institute (CMI) working paper, 33P.
- Merriam Webster (2010). Dictionnaire bilingue en ligne français- anglais disponible sur <http://www.merriam-webster.com>.
- Meyer-Bisch P. (2008) L'effectivité des normes sociales internationales dans l'activité économique. Collection interdisciplinaire, volume 32.
- Minier, J. A. (2001). Is democracy a normal good? Evidence from democratic movements. *Southern economic journal* 67: 996-1009.
- Ouattara W. (2007). Dépenses publiques, corruption et croissance économique dans les pays de l'union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : une analyse de la causalité au sens de Granger. *Revue africaine de l'intégration*. Volume1, N°1. Pp :139-160.
- Pani, M. (2011). Hold your nose and vote: corruption and public decisions in a representative democracy. *Public Choice*, 148, 1-2, 163-196
- Persson, T, G. Tabellini, and F. Trebbi.(2003). Electoral rules and corruption. *Journal of European Economic Association* 1 (4):958-89.
- Rivera-Batiz F. (2002). *Democracy, Governance and Economic Growth: Theory and Evidence*. Review of Development Economics, Vol. 6, Issue 2, pp. 225 – 247.

- Rock, M. (2009). Corruption and democracy, *Journal of development studies*, 45, 1, 55-75
- Rose-Ackerman, S. (1999). Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform, Cambridge, Mass: Cambridge University Press.
- Tanzi Vito and Davoodi H. (2002). *Corruption, Public Investment and Growth*. in George T. Abed and Sanjeev, eds, *Governance, Corruption and Economic Performance*, Washington D.C: International monetary fund. pp. 280 – 309.
- Treisman, D. (2007). What have we learned about the causes of corruption from ten years of Cross-National Empirical Research?, *Annual Review of Political Science*, 10, 211-244
- Treisman, D. (2000). The Causes of Corruption: A Cross-national Study. *Journal of Public Economics* 76 (3): 399-457.
- Uslaner E.M. (2008). *Corruption, Inequality, and the Rule of Law: The Bulging Pocket Makes the Easy Life*. Cambridge University Press. 360P.

8. Annexes

8.1. Liste des variables utilisées dans l'étude et leurs sources

NOMS DES VARIABLES ET CODES	SOURCES
Demopt (indicateur de démocratie polity2)	Polity IV project (2015)
Polstab (Political stability)	Worldwide Governance Indicators (2015)
Goveff (Government effectiveness)	Worldwide Governance Indicators (2015)
Regqua (Regulatory quality)	Worldwide Governance Indicators (2015)
Rulaw (Rule of law)	Worldwide Governance Indicators (2015)
Ccorrupt (Control of corruption)	Worldwide Governance Indicators (2015)
Corr : (indice de Corruption)	Transparency international (2015)
(y) : Taux de Croissance (GDP)	WDI, world bank 2015
(Pop) : Population	WDI, world bank 2015
(Gpib) Dépenses publiques/PIB	WDI, world bank 2015
(Com) : Trade/PIB (commerce)	WDI, world bank 2015

8.2. Résultats estimation test de robustesse avec la variable « control of corruption »

	Démocratie	Corruption
lccorrupt1	-4.377 (4.58)***	
ly	-0.104 (0.60)	-0.006 (0.34)
lcom	0.076 (0.51)	
lgpib	-1.004 (3.14)***	-0.085 (2.58)***
lpop	0.463 (2.59)***	
ldemopt		-0.030 (0.90)
lrulaw		-0.070 (2.73)***
lregqua		-0.228 (4.05)***
lgoveff		-0.028 (1.48)
_cons	2.072 (0.65)	1.543 (12.39)***

* $p < 0.10$; ** $p < 0.05$; *** $p < 0.01$.

8.3. Résultats Estimation test de robustesse (modèle restreint)

	Démocratie	Corruption
lcorr1	-5.879 (2.28)**	
ly	-0.261 (1.35)	-0.038 (1.91)
lregqua	0.384 (0.71)	
lpolstab	-0.039 (0.20)	
ldemopt		-0.119 (2.07)**
rulaw		-0.021 (0.42)
_cons	14.111 (2.62)**	2.284 (13.47)***

* $p < 0.10$; ** $p < 0.05$; *** $p < 0.01$.

Source : Résultat des Estimations de l'auteur sur STATA à partir des données de WDI (2015) de la Banque Mondiale, Worldwide governance indicators (2015) et Polity IV Project (2015).